

Unissons producteurs et consommateurs contre les manipulations financières

| 22 février 2018

Après plus d'un mois de mobilisation, le gouvernement a dû revoir sa copie. Le ministère de l'Agriculture a présenté mardi 20 février la nouvelle carte des zones défavorisées : 4 900 communes y entrent, et 1 349 en sortent. Si Bruxelles la valide, 14 100 communes se trouveront sur la nouvelle carte des zones défavorisées, contre 10 500 sur l'ancienne qui date de 1976. Pour les agriculteurs qui se trouvent dans ces zones agricoles défavorisées, ils toucheront des aides supplémentaires. Les autres qui en sortent continueront à percevoir 80 % de l'aide en 2019, puis 20 % en 2020. Pourront-ils gagner leur vie avec leurs productions et préserver la valeur de leurs exploitations ? Poser la question, c'est vouloir apporter une meilleure réponse, à un autre niveau.

Ce qui frappe, c'est que le débat se concentre sur les aides. Or, tout le monde le sait : « *On ne veut pas d'aides, on veut des prix !* »

Les causes de l'absence de prix ? En premier lieu, le démantèlement des outils de régulation de la PAC (quotas de production, stocks physiques, prix d'intervention, préférence communautaire, etc.). Cette dérégulation de la production et des marchés a fait naître l'illusion qu'en augmentant massivement la production,

chacun allait enfin pouvoir s'enrichir. Pour sauver notre agriculture, c'est une grande réorientation de la PAC vers la régulation des productions et des marchés que nous devons obtenir.

Faisant fi de toute idée d'aménagement du territoire, banques, groupements et syndicats ont poussé nos éleveurs non pas à améliorer leur produit mais à agrandir leurs exploitations afin d'atteindre une taille industrielle, à l'instar des Allemands, des Espagnols, des Irlandais et des Danois. Pour ce faire, on leur demande de s'endetter jusqu'au cou en pariant sur un prix rémunérateur. Et comme toujours, lorsque l'offre dépasse la demande, **les cours s'effondrent** – une chute encore amplifiée par une spéculation sans limites. Pourtant, personne n'ignore que **le temps de la production agroalimentaire n'est pas celui des marchés financiers**. Sur

le marché à terme, à peine 3 % des contrats aboutissent à une transaction physique.

C'est pourquoi **cette crise n'est plus un problème agricole mais un problème politique**. Au lieu de se battre ensemble pour une nouvelle PAC régulatrice, productive et rémunératrice, chacun se bat contre les autres pour défendre son bout de gras, sa marge et son

Cette crise n'est plus un problème agricole mais un problème politique

Ne pas jeter sur la voie publique svp

prix. Et à ce jeu-là, face aux producteurs et industriels, c'est **la grande distribution qui tire les marrons du feu**. Car, avec la Loi de modernisation économique (LME), voulue par Nicolas Sarkozy à partir des recommandations du rapport Attali, dont Emmanuel Macron était le rapporteur, c'est la grande distribution qui impose sa loi. La LME allait « libérer l'économie » et mettre fin aux abus. En réalité, elle autorise les distributeurs à négocier librement les prix proposés par leurs fournisseurs, alors qu'auparavant ceux-ci pouvaient leur imposer des prix d'achat minimaux.

La publication, le 31 janvier dernier, **du projet de loi** du gouvernement, après cinq mois de palabres entre tous les acteurs dans le cadre des États généraux de l'Agriculture, confirme le pire : si les belles intentions figurent toujours dans le texte (relèvement du seuil de vente à perte, encadrement des promotions, prise en compte du prix du producteur, etc.), **aucun moyen contraignant de les concrétiser n'a été retenu**.

A cela s'ajoute que pour « *gagner du temps* », on passera par des ordonnances dont l'application sera expérimentale pendant deux ans...

C'est **une autre politique** qui est nécessaire pour **relever le défi de produire mieux et dans l'intérêt de tous** :

- **coordonner avec les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique mondial gagnant-gagnant**, sans complaisance ni réticence, car il n'y a pas d'autre choix. Dans ce cadre, **lever les sanctions contre la Russie en exigeant en contrepartie d'importants achats de viande et de produits laitiers** ;
- **organiser un moratoire et une restructuration de la dette des agriculteurs** que les banques ont « poussés au crime », suivant la région, le secteur de production et le parcours individuel. **Rétablir en même temps des prix planchers garantis au niveau européen**, correspondant à ce qui est nécessaire à une exploitation pour vivre, rembourser ses emprunts et investir. Les producteurs porcins, bovins et de volailles ne doivent plus dépendre d'aides pour survivre, versées, de surcroît, avec des retards scandaleux ;
- **mettre fin aux négociations sur les traités de libre-échange (CETA, TAFTA)** qui ne sont que des instruments de guerre économique visant à faire tomber nos normes, nos régulations et ce qui reste de nos protections légitimes ;

Nous n'avons pas le droit de laisser le pouvoir à ceux qui détruisent l'avenir du monde

- **arrêter d'accumuler des normes et réglementations « écologiques » ou « climatiques »** formatées pour l'agrobusiness, qui livrent nos producteurs à la concurrence de pays plus laxistes et leur imposent plusieurs heures de paperasserie par semaine ;
- **combattre l'oligopole des grandes centrales d'achat et interdire aux banques de proposer à leurs clients des placements spéculant sur le prix des matières premières agricoles** ;
- **organiser la structuration de nos filières** et aider systématiquement à la mise à jour des bâtiments agricoles ;
- **multiplier les circuits courts afin de couper les ailes aux vautours financiers**, pour qui la terre n'est pas un milieu vivant mais un support à leurs spéculations débridées ;
- **réserver une partie de la commande publique aux producteurs locaux** en vertu du principe de « produire mieux » ;
- **faire de l'accès au numérique un service public** afin

d'éliminer les « zones blanches », pour que les producteurs puissent maîtriser l'information et leurs ordres de vente ;

- réorganiser **les retraites agricoles au minimum équivalentes au SMIC et des pensions de réversion à 75 %**.

Nous avons été les premiers à dire **non à la dictature financière du dollar multinational**, qui s'est mise en place le 15 août 1971, et non à l'Acte unique de la fausse Europe, signé le 17 février 1986. Car **c'est à**

partir de là que le démantèlement de notre agriculture a été programmé.

Aujourd'hui, refaisons de **l'agriculture un grand métier d'avenir pour alimenter dix milliards d'êtres humains**. Ceux qui travaillent quinze heures par jour et s'endettent pour nous nourrir ont droit à un traitement juste. C'est en augmentant le pouvoir d'achat de nos salariés et le prix de vente de nos produits agro-alimentaires, et en protégeant leurs productions, qu'on parviendra à **un développement « par le haut », unissant producteurs et consommateurs contre la mainmise d'une oligarchie qui impose l'austérité « par le bas »**. Faisons une Europe selon ces principes, une vraie Europe, et pas l'UE actuelle, tombée sous la coupe de faux-monnayeurs.

Nous n'avons pas le droit de laisser le pouvoir à ceux qui détruisent l'avenir du monde.